



2019

Rapport du compte administratif

MAIRIE DE



TOULOUSE

www.toulouse.fr



SOMMAIRE

◆	Les chiffres clés de l'exécution 2019	P5
◆	L'analyse de la trajectoire	P6
◆	Présentation générale	
	Equilibre de l'exercice 2019	P9
	Constitution de l'épargne et financement des investissements	P10
	Les domaines d'intervention et leurs financements	P11
◆	La chaîne de l'épargne	P14
	Le budget principal	
◆	Les recettes	
	Approche générale	P16
	La fiscalité directe et indirecte	P17
	Les dotations	P19
	Le produit des services	P20
◆	Les dépenses	
	Les dépenses de fonctionnement	P23
	Les dépenses d'investissement	P30
	La programmation pluriannuelle des investissements 2015 –2020	P34
	Le financement de l'effort d'équipement	P38
◆	Les annexes	
	Balances du budget principal	P42

Mairie de Toulouse : les chiffres clés de 2019

Depuis l'exercice 2016, les interventions de la Mairie de Toulouse sont retracées dans le seul budget principal. En effet, pour rappel, les budgets annexes « Pompes Funèbres » et « Orchestre National et Théâtre du Capitole » sont devenus métropolitains au 1^{er} janvier 2016.

Pour 2019, le résultat de l'exercice (défini comme la variation de l'excédent de clôture) s'élève à - 1,04 M€. Pour l'exercice 2018, il était de - 4,44 M€. Compte tenu des excédents antérieurs, le résultat cumulé 2019 est de 54,84 M€. En 2018, le résultat cumulé était de 55,88 M€.

Compte administratif 2019	Recettes de l'exercice 2019 (hors 1068)	Dépenses de l'exercice 2019	Résultats de l'exercice 2019	Résultat antérieur	Résultat cumulé
Budget principal	757 612 801,45	758 652 518,66	- 1 039 717,21	55 875 527,17	54 835 809,96

Mairie de Toulouse : le suivi de la trajectoire

En 2015 a été définie une trajectoire pluriannuelle de redressement des comptes, indispensable pour rétablir l'épargne et se donner les moyens de financer les actions nouvelles dans les secteurs identifiés comme prioritaires (l'éducation, la sécurité et la politique de la Ville).

	L'épargne nette					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trajectoire	33	33	33	33	33	33
Compte administratif	68	53	45	56	62	

Comme l'indique le tableau, l'épargne nette est supérieure de 29 M€ par rapport à la trajectoire. L'évolution de l'épargne, entre 2018 et 2019, par rapport à la trajectoire s'explique par la progression des recettes de 20 M€ dont 10 M€ de recettes exceptionnelles au titre de la résolution amiable du contentieux « GIAT ».

	Total des recettes de fonctionnement (hors cessions)					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trajectoire	654	654	653	661	670	677
Compte administratif	673	625	585	598	618	

	Total des dépenses de fonctionnement (hors intérêts)					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trajectoire	614	606	602	605	611	615
Compte administratif	598	564	532	532	543	

Entre 2018 et 2019, les dépenses de gestion progressent de 1,70 %.

Pour les dépenses, l'écart par rapport à la trajectoire correspond aux évolutions majeures de périmètre constatées au cours des derniers exercices.

Pour les recettes, l'écart s'explique par la diminution de l'attribution de compensation, justifiée par les nombreux transferts de compétences mais également avec la mise en place de services communs en 2017. Cette attribution de compensation était de 162 M€ en 2014. Elle est, pour 2019, de 86,3 M€ soit une baisse de 75,7 M€.

	L'annuité de la dette					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trajectoire	7	14	18	23	26	29
Compte administratif	7	8	8	9	12	

	Les dépenses d'investissement					
	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Trajectoire	135	120	100	100	100	100
Compte administratif	122	110	118	131	142	

Sur la période 2015-2019, les dépenses d'investissement envisagées s'élevaient à 555 M€. Avec l'intégration du CA 2019, les dépenses d'investissement réellement réalisées sont de 623 M€. Ainsi, malgré les transferts des équipements à vocation culturelle et sportive en 2016, les cimetières, la Gemapi et la politique de la Ville en 2017, le volume des investissements réalisés par la Mairie a continué à progresser.

Toutefois, la maîtrise des dépenses de fonctionnement a permis de limiter l'appel à l'emprunt et de maintenir l'annuité de dette.



Présentation générale

Equilibre de l'exercice 2019

Les grandes masses budgétaires de l'exercice 2019 sont les suivantes (mouvements réels hors réaménagement d'emprunt) :

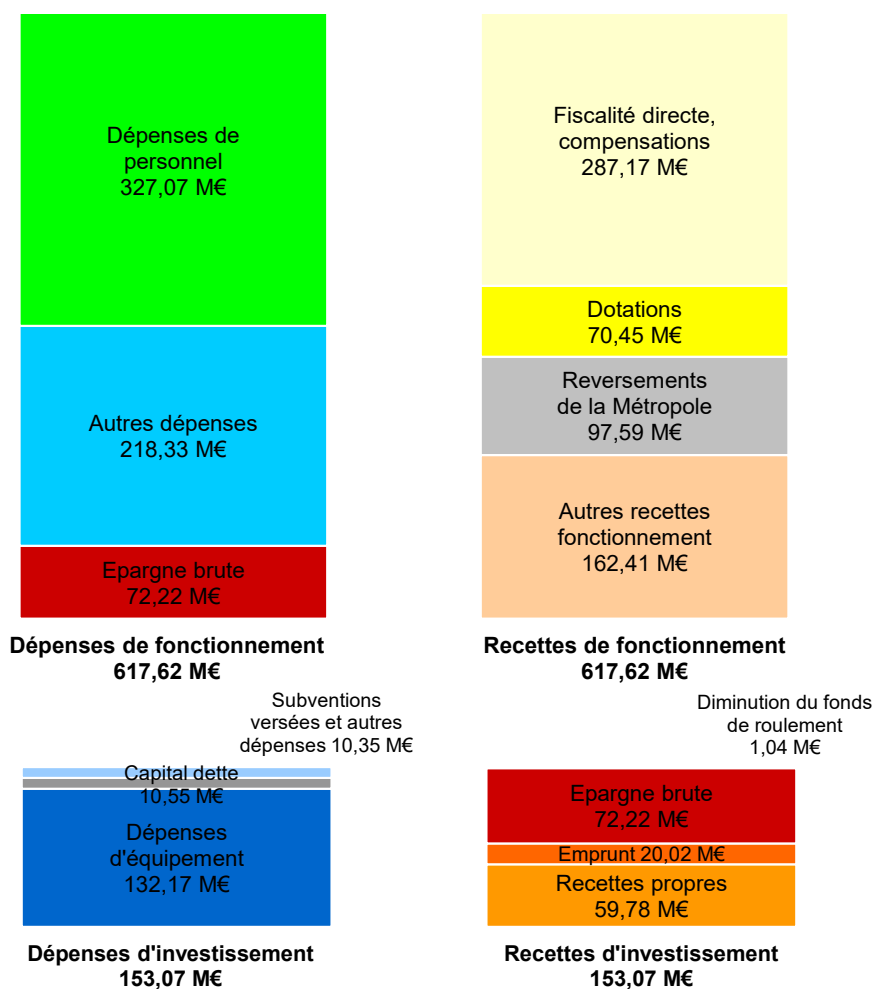
- 698,46 M€ en dépenses
- 697,42 M€ en recettes

soit une diminution du fonds de roulement de 1,04 M€.

Les dépenses de personnel demeurent le premier poste (327,07 M€, soit 60 % du budget de fonctionnement).

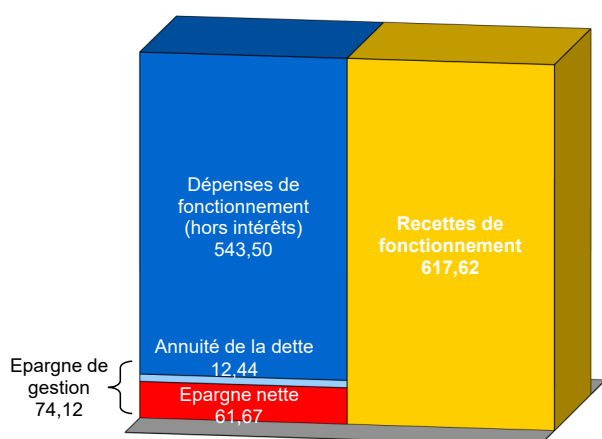
Les recettes sont constituées de différents blocs : la fiscalité cumulée avec les compensations s'élève à 287,17 M€, les versements de la Métropole (attribution de compensation et Dotation de Solidarité Communautaire) participent à hauteur de 97,59 M€ au financement du budget.

L'épargne brute dégagée au titre de l'exercice (72,22 M€) permet d'assurer le remboursement du capital de la dette et de financer une partie des investissements.



Constitution de l'épargne et financement des investissements

La constitution de l'épargne (en M€)



Les produits de fonctionnement du budget principal s'élèvent à 617,62 M€ (hors cessions) et les charges de fonctionnement hors dette à 543,50 M€.

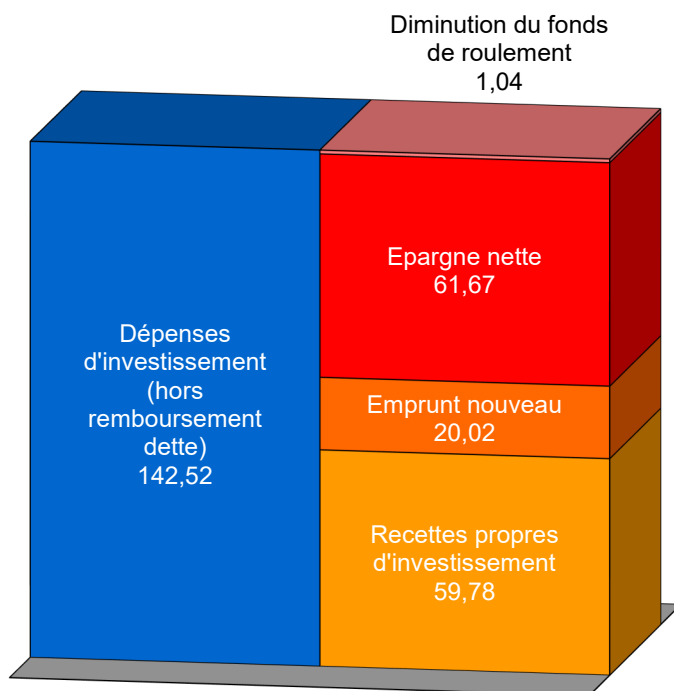
Ainsi l'épargne de gestion ressort à 74,12 M€. Elle permet d'assurer le financement de 12,44 M€ d'annuité de dette.

L'épargne nette est de 61,67 M€. Elle a permis d'autofinancer 43,9 % des dépenses d'investissement.

Les 59,78 M€ de recettes propres d'investissement et les 20,02 M€ d'emprunts bancaires sont les autres recettes qui ont assuré la majeure partie du financement des 142,52 M€ de dépenses d'investissement.

Le fonds de roulement a diminué de 1,04 M€.

Le financement des investissements (en M€)



Les domaines d'intervention et leurs financements

Conformément aux engagements pris, le secteur de l'éducation, en cumulant les dépenses d'investissement et de fonctionnement, est le premier poste de dépenses avec 186,07 M€. Il représente 27,1 % du total des dépenses de la Mairie.

Cet effort financier a été soutenu sur la durée du mandat.

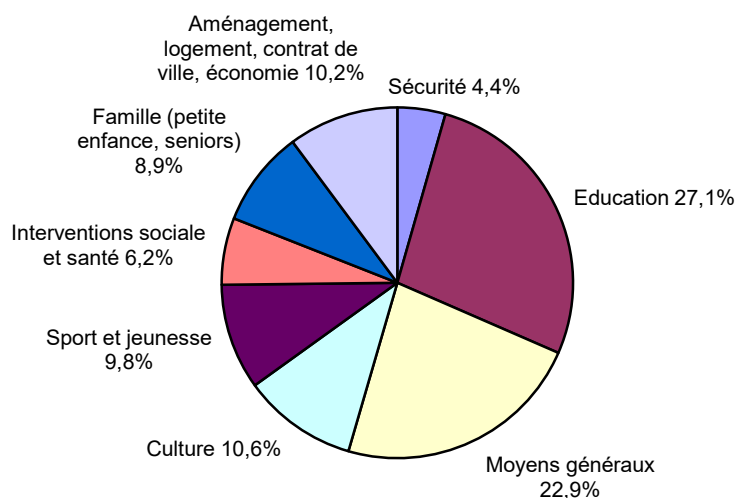
En effet, dix groupes scolaires auront ouverts leurs portes d'ici 2021, auxquels s'ajoutent des rénovations de groupes scolaires existants, traduisant ainsi l'importance donnée à cette politique publique au sein des actions municipales.

Les crédits dédiés à la culture sont restés stables en 2019 à 72,47 M€. Malgré les transferts de grands équipements depuis 2016, ce domaine représente toujours une part importante des dépenses de la Mairie (10,6 %), au même titre que le sport (9,8 % avec 66,97 M€) et la famille (8,9 % pour 60,76 M€).

Les « moyens généraux » regroupent les fonctions supports de la collectivité (finances, ressources humaines, service juridique, dépenses d'informatique, état civil, service des assemblées, schéma directeur du patrimoine, etc.). Ils constituent 22,9 % des dépenses totales de la Mairie pour l'année 2019 soit 157,43 M€.

Dépenses de fonctionnement et d'investissement	En M€	En € par Habitant
Sécurité	30,33	62,83
Education	186,07	385,45
Moyens généraux	157,43	326,12
Culture	72,47	150,13
Sport et jeunesse	66,97	138,73
Interventions sociale et santé	42,30	87,63
Famille (petite enfance, seniors)	60,76	125,86
Aménagement, logement, contrat de ville, économie	69,69	144,37

Dépenses de fonctionnement et d'investissement par secteur



Les domaines d'intervention et leurs financements

La fiscalité large (à savoir la fiscalité directe augmentée de l'ensemble des taxes reçues par la Mairie de Toulouse) représente 46,7 % des recettes, soit 325,72 M€.

Les versements de la Métropole (addition de l'attribution de compensation et de la dotation de solidarité communautaire) s'établissent à 97,59 M€ et contribuent à hauteur de 14,0 % aux recettes de la Mairie.

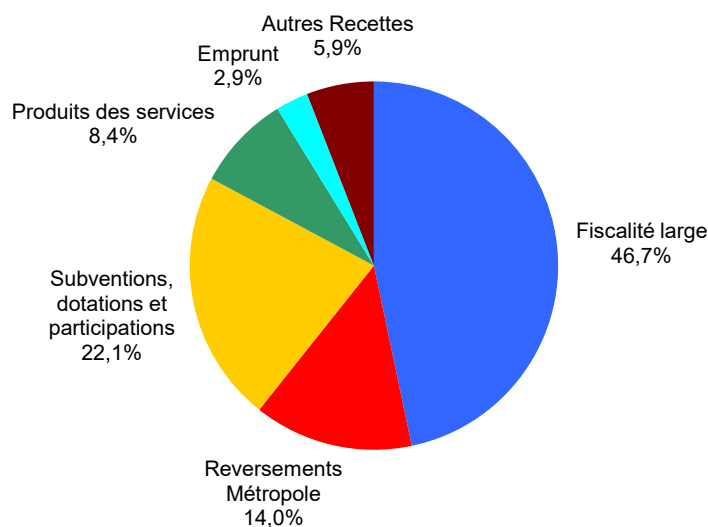
Parallèlement, les subventions, dotations et participations s'élèvent à 154,35 M€ en 2019 et constituent 22,1% des ressources totales de la collectivité. Elles affichent une hausse de 7,6 % en lien avec l'augmentation des compensations du FCTVA. Cette variation est liée à un nouveau mécanisme de versement. En 2019, la collectivité a perçu la totalité du fonds à contrario des années précédentes où un acompte était versé.

L'emprunt d'équilibre se porte à 20,02 M€, un montant qui reste peu élevé, puisqu'il ne représente que 2,9 % des ressources globales.

Enfin, dans la rubrique « autres recettes » sont regroupées notamment les revenus des cessions et des immobilisations financières ou encore les reprises sur provisions. Ces autres recettes augmentent de 18,21 M€ par rapport à l'année précédente (41,21 M€ sur l'exercice). Cette évolution est liée essentiellement au versement de la taxe d'aménagement par la Métropole (pour un montant de 10,16 M€) suite à l'institution de la taxe sur 6 secteurs de la Mairie de Toulouse ; ainsi qu'à l'enregistrement d'un produit exceptionnel de 10 M€ lié à la résolution du contentieux amiable « GIAT ».

Financement des domaines d'intervention (en M€)	2018	2019
Fiscalité large	311,50	325,72
Versements Métropole	103,80	97,59
Subventions, dotations et participations	143,40	154,35
Produits des services	56,80	58,53
Emprunt	30,00	20,02
Autres Recettes	23,00	41,21

Financement des domaines d'intervention



La chaîne de l'épargne

La chaîne de l'épargne

Du compte administratif 2018 au compte administratif 2019, l'épargne nette de la Mairie passe de 55,7 M€ à 61,7 M€.

En effet, les dépenses de fonctionnement, augmentées du capital de la dette, ont progressé entre 2018 et 2019 de 13,84 M€ alors que les recettes de fonctionnement ont cru de 19,82 M€.

Cette progression des recettes s'explique, pour 10 M€, par la recette exceptionnelle liée à la résolution amiable du contentieux « GIAT ».

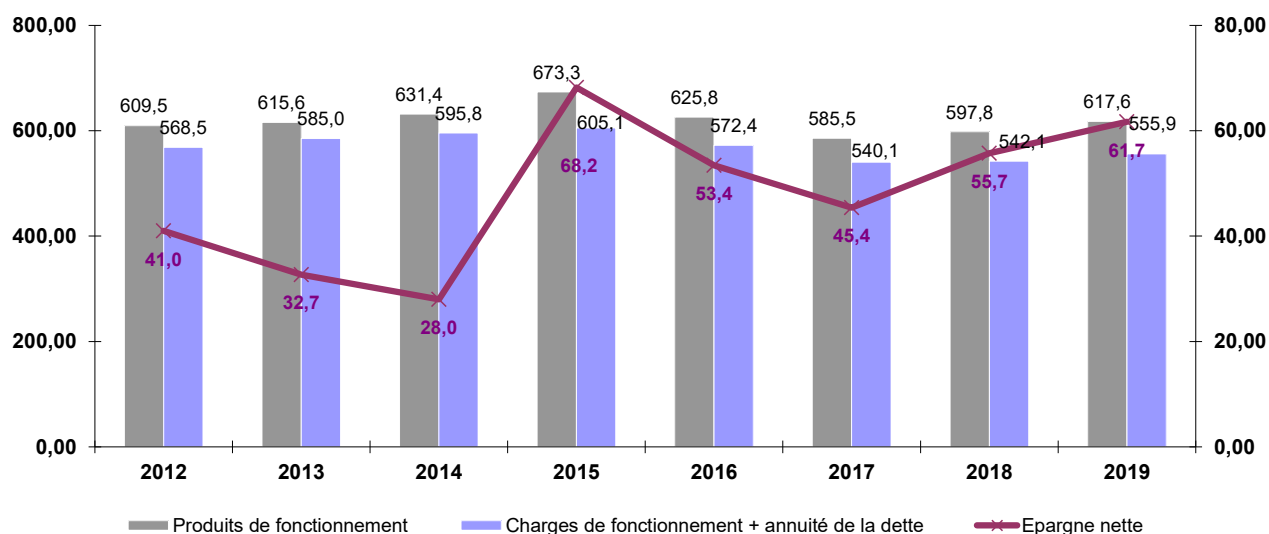
Dans la continuité de 2018, les dotations progressent de 2,8 % et les produits fiscaux élargis de + 1,9 %, liés à la progression des bases d'imposition.

L'analyse détaillée qui va suivre précise ces évolutions.

Le niveau d'épargne permet de soutenir un niveau d'investissement en progression tout en limitant le recours à l'emprunt.

En M€	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	Evolution 2019/2018	2019/2018 (en %)
Produits de fonctionnement	609,48	615,60	631,38	673,34	625,81	585,50	597,80	617,62	19,82	3,3 %
Charges de fonctionnement (hors dette)	568,50	582,93	594,49	598,22	564,27	531,80	532,40	543,50	11,10	2,1 %
<i>Dont dépenses de personnel</i>	<i>316,92</i>	<i>332,90</i>	<i>351,37</i>	<i>353,17</i>	<i>352,43</i>	<i>318,50</i>	<i>319,80</i>	<i>327,07</i>	<i>7,27</i>	<i>2,3 %</i>
Epargne de gestion	40,98	32,67	29,33	75,12	61,54	53,70	65,40	74,12	8,72	13,3 %
Annuité de la dette	0,00	2,05	1,36	6,91	8,10	8,30	9,70	12,44	2,74	28,3 %
Epargne nette	40,98	32,67	27,97	68,21	53,44	45,40	55,70	61,67	5,97	10,7 %
Ressources d'investissement	44,22	55,22	58,13	62,26	52,19	36,20	40,70	59,78	19,08	46,9 %
Emprunt nouveau	0,00	15,00	55,00	30,00	7,42	31,80	30,00	20,02	-9,98	-33,3 %
Dépenses d'investissement (hors dette)	128,00	147,51	147,36	122,58	110,10	117,70	130,90	142,52	11,62	8,9 %

Evolution de l'épargne nette (en M€)



Le budget principal : les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement : approche générale

En M€	2012	2013	2014	2015	2016	2016 neutralisé des effets de périmètre	2017	2018	2019	Montant 2019/2018	2019/2018
Les impôts et taxes	405,11	413,43	427,33	480,25	448,89	400,84	403,80	415,30	423,31	8,01	1,93 %
Contributions directes	201,07	208,95	215,71	252,79	257,91	257,91	260,20	265,30	275,20	9,90	3,73 %
Attribution de compensation	155,44	155,44	162,44	174,09	137,21	89,23	89,23	92,50	86,27	-6,23	-6,73 %
Dotation de solidarité communautaire	3,88	5,87	6,64	7,62	8,33	8,33	9,18	11,30	11,32	0,02	0,17 %
Autres taxes et compensations fiscales	44,73	43,18	42,53	45,75	45,44	45,38	45,19	46,20	50,52	4,32	9,36 %
Les dotations et participations	143,81	147,21	148,10	138,37	123,63	123,62	116,14	118,60	121,90	3,30	2,78 %
Les produits des services*	37,08	37,14	38,51	41,21	42,36	41,17	50,08	50,80	50,07	-0,73	-1,45 %
Les autres produits de gestion	5,86	6,02	8,25	8,40	5,20	5,20	5,34	6,00	8,47	2,47	41,10 %
Autres recettes	17,61	11,81	9,19	5,12	5,73	5,73	10,09	7,10	13,87	6,77	95,39 %
TOTAL	609,48	615,61	631,37	673,34	625,81	576,55	585,44	597,80	617,62	19,82	3,32 %

* intégration en 2017 des droits de stationnement aux produits des services au lieu des impôts et taxes (suite à la création du fps en 2018)

Les flux financiers Mairie/Métropole

L'attribution de compensation (AC) - 86,27 M€

L'attribution de compensation de la Mairie de Toulouse a été réajustée à l'issue de la dernière CLETC qui s'est tenue le 2 juillet 2019, suite :

- à des transferts de compétences,
- au mécanisme spécifique de prise en compte des refacturations au titre des services communs,
- au choix de majorer son enveloppe locale de voirie.

La compétence facultative « *Enseignement de la pratique professionnelle des arts du cirque* » a été transférée de la Mairie vers la Métropole (la pratique amateur du Lido restant dans le giron municipal). Ce transfert s'inscrit dans un projet global de création d'une Ecole Supérieure des Arts du Cirque (ESAC), sous statut associatif, subventionnée par la Métropole. La création de cette école va permettre la délivrance d'un Diplôme National Supérieur Professionnel d'Artiste de Cirque et assurer la préfiguration de la cité européenne des arts du cirque et de l'itinérance.

Parallèlement, le « *Portail de ressources numériques à destination de l'ensemble des usagers des bibliothèques du territoire de Toulouse Métropole* » a été reconnu d'intérêt métropolitain.

La retenue au titre **des services communs** se compose d'une provision au titre de l'année N et d'une régularisation au titre de l'année précédente. Ainsi, la retenue sur l'attribution de compensation comprend d'une part la prévision du coût annuel de ces services communs pour l'exercice 2019 (41,90 M€) et d'autre part la régularisation au titre de l'exercice 2018 (1,52 M€). Au final, la retenue sur l'attribution de compensation au titre des services communs s'élève à 43,42 M€.

Enfin, l'attribution de compensation intègre l'évolution de l'enveloppe locale de voirie de la Mairie. En effet, l'enveloppe locale a été majorée (5 M€) dans le cadre de la mise en place d'un fonds de concours pour effectuer des travaux dans le centre historique de la ville

(principalement sur les rues Bayard, des Lois, Gambetta, les places Saint Sernin, du Salin, Victor Hugo...). L'attribution de compensation est, en miroir, minorée à hauteur de 7 % pour la prise en compte des frais de gestion. Cette minoration est répartie sur deux exercices soit 0,17 M€ pour 2019 et 2020.

Ainsi, au final, l'attribution de compensation de l'année 2019 s'élève à **86,27 M€**.

La dotation de solidarité communautaire (DSC) - 11,32 M€

La DSC attribuée par la Métropole pour 2019 est strictement identique à celle de l'année précédente (soit 21,05 M€). Elle se compose uniquement de 2 parts, puisque la Mairie de Toulouse n'est pas éligible à la dotation de rattrapage. Cette part bénéficie, en effet, aux seules communes connaissant une insuffisance de ressources (ramenées à l'habitant), sous réserve de présenter un effort fiscal comparable à la strate.

Une enveloppe, dite « tronc commun », 10,14 M€, calculée selon les critères suivants : population INSEE de l'année en cours et indices de péréquation de l'année précédente, à savoir le potentiel fiscal 4 taxes par habitant (pour 75 % de l'indicateur de péréquation), le revenu par habitant (pour 25 % de l'indicateur de péréquation) et enfin l'effort fiscal qui vient pondérer cet indicateur.

Une enveloppe dite de « garantie DGF » de 1,18 M€, attribuée aux seules communes qui bénéficiaient de la dotation de rattrapage « ressources ». Introduite en 2013, cette nouvelle part avait pour objectif d'éviter que des communes souffrant d'une insuffisance forte de leurs moyens au regard des communes de même taille soient pénalisées par la réforme des critères de répartition de la DGF.

Les recettes de fonctionnement : la fiscalité directe et indirecte

La fiscalité directe

Produit (en M€)	2018	2019	Ecart €	Ecart %
Taxe d'habitation	115,86	120,57	4,71	4,07%
Foncier bâti	146,38	150,62	4,24	2,90%
Foncier non bâti	0,39	0,38	-0,01	-2,05%
Rôles supplémentaires et complémentaires	1,66	2,55	0,89	53,31%
TH résidence secondaire	1,05	1,08	0,03	2,57%
TOTAL	265,34	275,20	9,86	3,71%

Le produit fiscal de 2019 s'élève à 275,20 M€, en augmentation de 3,71 % (+ 9,86 M€) par rapport à 2018.

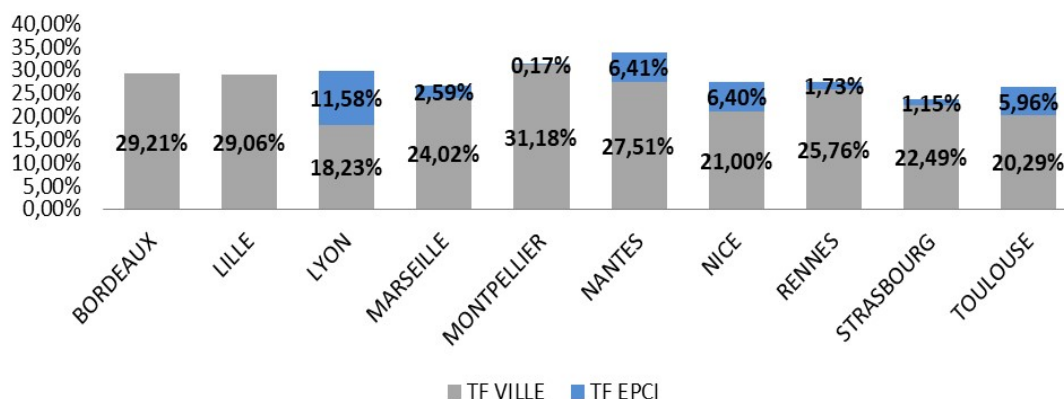
Cette progression est due, à parts égales, à la taxe foncière et à la taxe d'habitation, tandis que les rôles supplémentaires et complémentaires connaissent une hausse importante (+ 53,31 %), issue principalement de la taxe d'habitation.

Il convient de noter que l'évolution du produit dépend, depuis 2018, d'une revalorisation annuelle des bases par l'application d'un coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives, désormais cal-

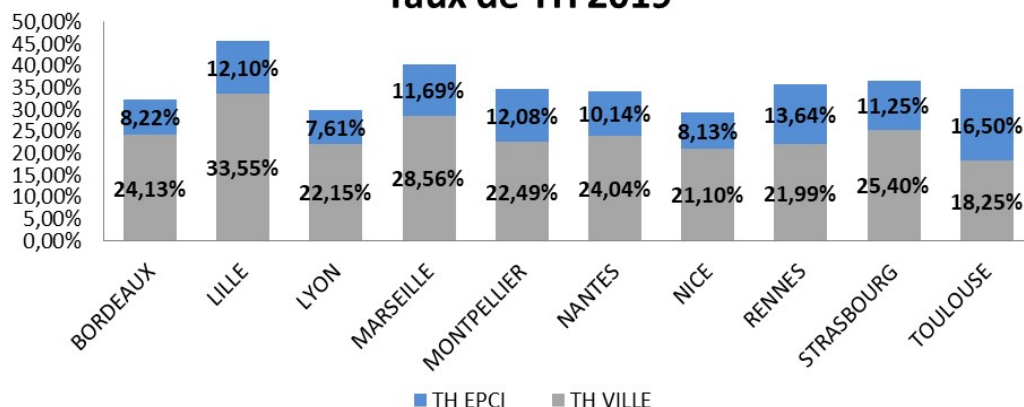
culé à partir de la progression de l'indice des prix à la consommation harmonisé (indice INSEE). Ainsi, les valeurs locatives cadastrales, hormis les locaux professionnels, sont revalorisées forfaitairement de 2,2 % pour l'année 2019.

Les taux de fiscalité ménage sont communément étudiés sur le périmètre consolidé (Ville/Métropole). Les deux graphiques ci-dessous permettent de mettre en perspective les taux consolidés de taxe d'habitation et de foncier bâti des principales villes et métropoles françaises.

Taux de TF 2019



Taux de TH 2019



Les recettes de fonctionnement : la fiscalité directe et indirecte

La consolidation du taux de taxe d'habitation Mairie de Toulouse/Métropole est de 34,75 %, la moyenne nationale étant de 35,30 % en 2019.

En ce qui concerne le foncier bâti, le taux agrégé Mairie de Toulouse/Métropole est de 26,25 %, contre une moyenne nationale Ville/Métropole à 28,47 %. Seules les métropoles de Bordeaux et de Lille n'ont pas opté pour l'instauration d'une taxe foncière.

Si les taux sont un des aspects d'une politique fiscale, les abattements demeurent des leviers importants. La Mairie de Toulouse maintient sa politique d'abattement volontariste, qui est au maximum légal avec 15 % d'abattement général à la base, 20 % d'abattement pour les deux premières personnes à charge, 25 % pour les personnes à charge suivantes et 10 % d'abattement spécial handicapé. Seul l'abattement spécial à la base n'a pas été adopté.

La fiscalité indirecte

Produit (en M€)	2018	2019	Variation
Taxe additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	25,60	29,74	16,17%
Taxe sur l'électricité	8,50	9,02	6,12%
Prélèvement sur les produits des jeux	7,20	7,52	4,44%
Taxe locale sur la publicité extérieure	2,00	2,36	18,00%
Droits de place	1,90	1,23	-35,26%
Autres taxes	0,90	0,59	-34,44%
TOTAL	46,10	50,46	9,46%
Droits de stationnement	7,00	7,80	11,43%

Le produit de la fiscalité indirecte s'élève en 2019 à 50,46 M€, en progression de 9,46 % par rapport à 2018. Pour rappel, depuis la mise en place du forfait post-stationnement, les droits de stationnement sont comptabilisés en tant que produits des services et non plus assimilés à la fiscalité indirecte.

Cette progression relève essentiellement d'une augmentation des droits de mutation de + 4,1 M€, qui témoigne du fort dynamisme des transactions immobilières et de leur traduction en termes de nouveaux arrivants sur le territoire de la Ville.

Les recettes de fonctionnement : les dotations

En M€	2015	2016	2017	2018	2019
Dotation forfaitaire	75,89	63,03	56,83	56,80	56,63
Produits de fonctionnement	673,34	625,81	585,44	597,80	617,62
Part DGF dans produits de fonctionnement	11,27%	10,07%	9,71%	9,50%	9,17%

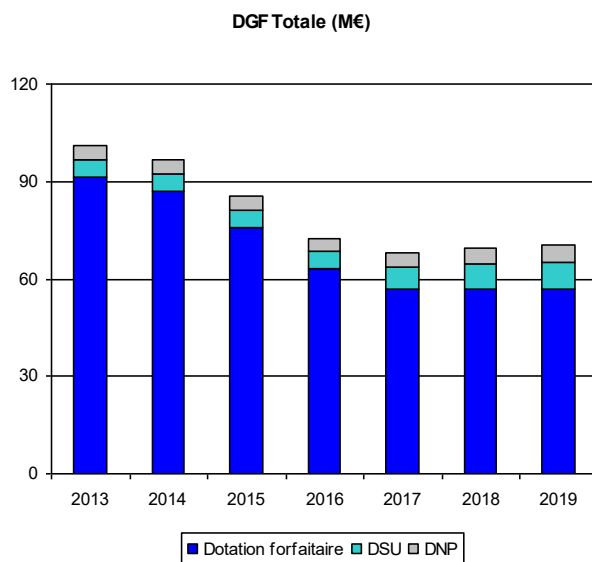
La part de la dotation forfaitaire dans les recettes de fonctionnement diminue depuis 2013 et se situe pour 2019 à 9,17 %.

La dotation globale de fonctionnement de la Mairie de Toulouse se compose de 3 parts :

- une dotation forfaitaire, prépondérante, à 56,63 M€,
- une dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, à 8,66 M€,
- une dotation nationale de péréquation, à 5,16 M€.

Soit une dotation totale de 70,45 M€ pour 2019. (Pour rappel, elle s'élevait à 101 M€ en 2013).

Comme le montre le graphique ci-contre, la contribution au redressement des comptes publics a été prélevée sur la dotation forfaitaire qui, sur la période considérée, passe de 91,3 M€ à 56,63 M€.



L'année 2013 est le point de référence communément retenu pour mesurer l'érosion des concours de l'Etat.

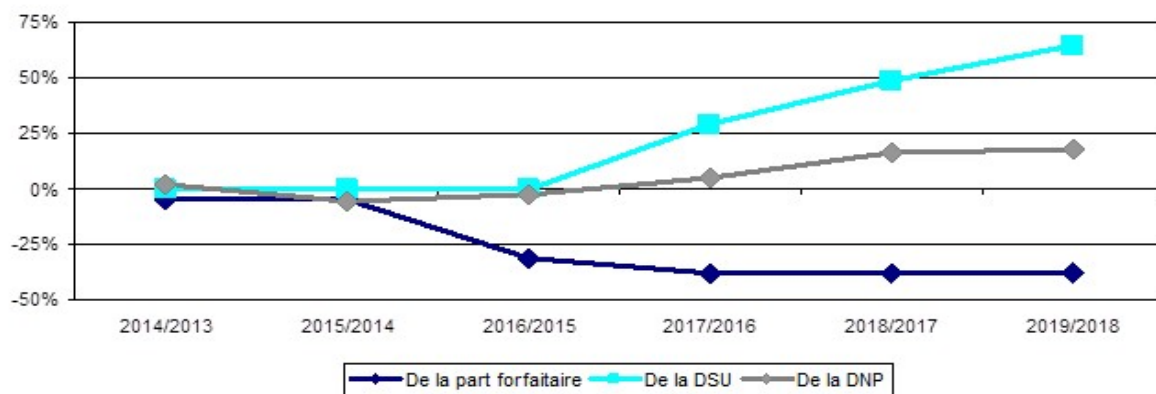
L'analyse rétrospective de la DGF de la Mairie matérialise l'évolution de ses trois composantes sur la période 2013-2019.

La part forfaitaire chute du fait du pacte de stabilité tandis que la dotation de solidarité urbaine progresse de près de 65 % passant, sur la période considérée, de 5,3 M€ à 8,7 M€.

Cette évolution s'explique tant par la réforme de la DSU, qui a entraîné un resserrement du nombre de communes éligibles, que par la progression de l'enveloppe répartie au titre de cette dotation en lois de finances (90 M€ d'abondement supplémentaire en 2019).

Enfin, la DSU est allouée selon « le rang » occupé par la commune en fonction d'un indice synthétique. Pour 2019, la Mairie de Toulouse était classée 461, le dernier rang éligible s'élevant à 688.

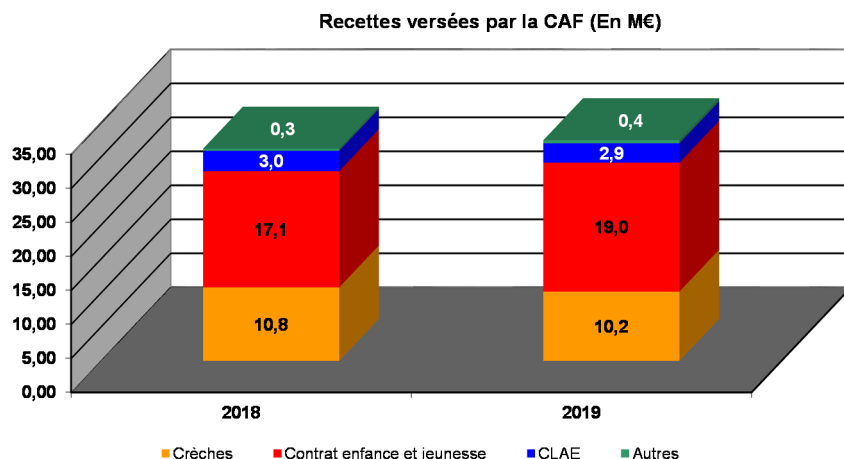
Analyse rétrospective des 3 composantes de la DGF (%)



Les recettes de fonctionnement : les participations et produits des services

Conséquence de la priorité accordée par la Mairie au secteur de la petite enfance et de l'enfance, les recettes versées par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) constituent un poste important dans les produits des services : elles s'élèvent à 32,5 M€ en 2019.

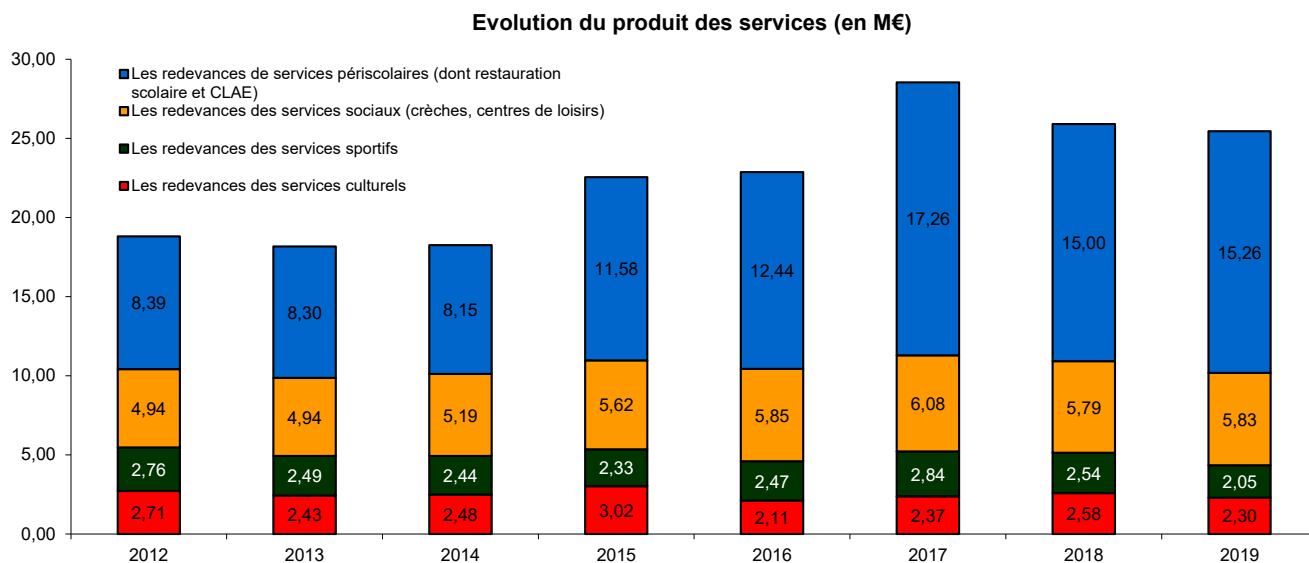
Le graphe, ci-contre, compare par type les recettes versées par la CAF. Il permet de constater une reprise de la participation au titre du contrat enfance et jeunesse et de la fréquentation des centres de loisirs.



La stratégie de la mandature présentée lors du BP 2015 visait à mettre en œuvre une nouvelle politique tarifaire pour ramener les tarifs municipaux de la Mairie de Toulouse dans la moyenne des grandes villes et pour les rendre plus équitables par rapport aux capacités contributives des bénéficiaires (exemple : baisse des tarifs de la cantine pour les classes moyennes et augmentation du nombre de tranches).

Les recettes des services périscolaires, sociaux, sportifs et culturels s'élèvent à 25,4 M€ en 2019, en diminution de 0,2 M€ une fois retraité des rattachements

de 2018. Cet écart s'explique pour partie par la diminution des redevances à caractère sportifs du fait des travaux réalisés dans le cadre du plan piscine entraînant la fermeture de certains équipements.





Le budget principal : les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement

Analyse des charges de fonctionnement (en M€)	2012	2013	2014	2015	2016	2016 neutralisé des effets de périmètre	2017	2018	2019	Evolution 2018-2019 (en %)
Charges à caractère général	130,88	137,73	143,57	128,99	122,56	121,97	124,99	126,44	128,67	1,8%
Frais de personnel	316,92	332,90	351,37	353,17	352,43	309,48	318,54	319,78	327,07	2,3%
Autres charges de gestion courante	107,00	101,33	105,91	102,65	78,02	77,73	76,00	76,52	78,43	2,5%
FPIC et autres atténuations de produits	1,95	2,72	3,20	4,95	3,41	3,41	4,50	3,86	3,46	-10,3%
Charges financières	0,00	0,00	0,56	1,59	1,55	1,55	1,39	1,71	1,90	11,0%
Dot. amort. et aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,80	0,80	5,17	3,01	3,88	28,9%
Charges exceptionnelles et autres	11,75	8,25	8,35	8,39	7,02	7,02	2,55	2,82	1,99	-29,5%
TOTAL	568,50	582,94	612,97	599,73	565,78	521,96	533,14	534,14	545,40	2,1%
Dépenses contractualisées retraitées des atténuations de charges	565,45	578,72	608,38	593,96	561,06	517,25	523,07	527,06	537,78	2,03 %

Pour mémoire les données relatives à l'exercice 2014 ont été retraitées d'éléments spécifiques : régularisation de TVA relatifs à Vélo Toulouse pour 9,6 M€. Par ailleurs, pour faciliter la lecture, l'exercice 2016 a été retraité des effets de périmètre qui ont affecté l'exercice 2017 liés aux nouvelles compétences transférées à la Métropole (politique de la Ville, cimetière, Gemapi) ainsi que la création des services communs.

Le tableau ci-dessous retrace, depuis 2013, l'évolution des dépenses de fonctionnement de la Mairie de Toulouse par chapitre budgétaire, dont les principaux se composent des frais de personnel, des dépenses relatives au fonctionnement des services (regroupées dans le chapitre « Charges à caractère général »), et des participations et subventions versées à nos partenaires (rassemblées au sein du chapitre « Autres charges de gestion courante ».)

En 2019, les charges de fonctionnement enregistrent une légère hausse de 2,1 % (+ 11,26 M€) pour se porter à 545,40 M€.

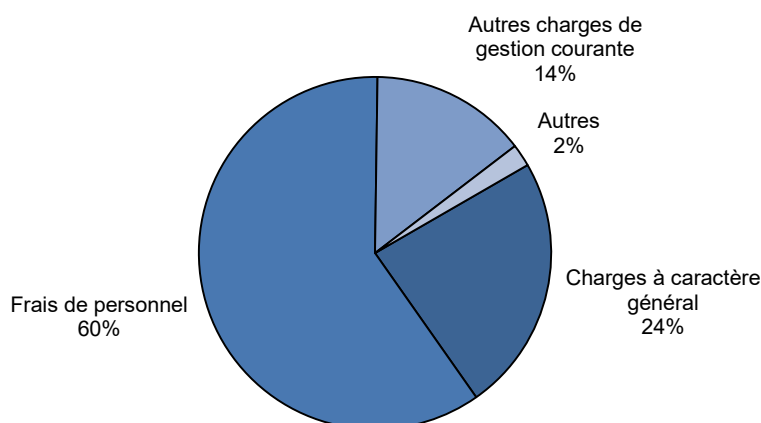
Cette évolution résulte principalement de la progression des frais de personnel (+ 2,3 %, soit + 7,29 M€) qui

demeurent le principal poste de dépenses de la Ville (60 % du total des charges de fonctionnement).

L'évolution des charges à caractère général reste modérée sur l'année 2019, avec une augmentation de 1,8 % (+ 2,23 M€). Celles-ci constituent, toujours en 2019, près d'un quart des dépenses de fonctionnement de la collectivité.

Les autres charges de gestion courante progressent de 1,91 M€ par rapport à l'année précédente (+ 2,5 %) et les frais financiers, bien qu'en légère hausse compte tenu d'un accroissement de l'encours, restent relativement faibles à 1,90 M€.

Structure des charges de fonctionnement



Les dépenses de fonctionnement

Focus

Respect du dispositif de contractualisation avec l'Etat sur l'évolution des dépenses de fonctionnement.

En juin 2018, la Mairie de Toulouse s'est engagée auprès de l'État sur le respect d'une trajectoire d'évolution des dépenses de fonctionnement sur les exercices 2018, 2019, 2020.

Ce dispositif, implique un taux d'évolution annuel maximum de 1,45 %, appliqué à la base des dépenses réelles de fonctionnement 2017.

La traduction en montant budgétaire est la suivante :

en M€	Base dépenses 2017	2018	2019	2020
<i>Seuil de la contractualisation</i>	523,08	530,67	538,36	546,17

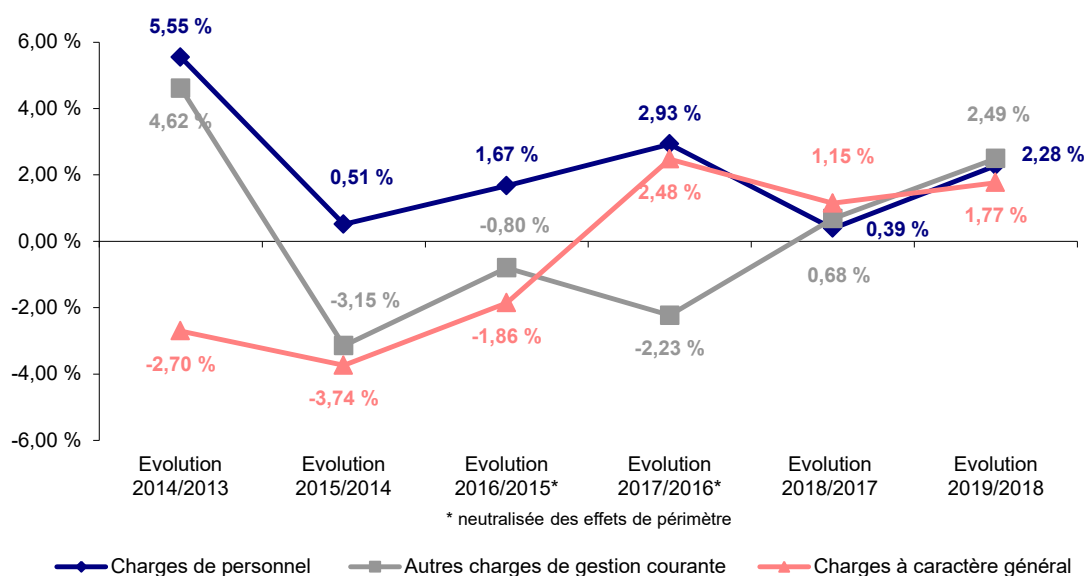
Au titre de l'exercice 2019, l'exécution des dépenses comprises dans le périmètre de la contractualisation, corrigées des atténuations de charges, respecte la trajectoire fixée avec un montant total de 537,78 M€, soit un différentiel de 0,58 M€ avec la limite établie.

Si cela avait été nécessaire, les dépenses liées à l'accueil du Tour de France et celles induites par les violences urbaines survenues en marge des manifestations sociales qui se sont déroulées au cours de l'année 2019 auraient pu faire l'objet de retraitements pour un montant d'environ 1,4 M€.

en M€	2018	2019	2020
Dépenses du périmètre de la contractualisation exécutées	527,06	537,78	
<i>Seuil de la contractualisation</i>	530,67	538,36	546,17
Ecart	-3,61	-0,58	

Les dépenses de fonctionnement

Le graphique ci-dessous permet de mettre en perspective les évolutions annuelles des dépenses de fonctionnement neutralisées des changements de périmètre d'intervention.



1-Evolution des effectifs

Effectifs permanents : l'évolution des ETP moyens permanents constatée entre 2018 et 2019 est de + 7 ETP. L'évolution des effectifs permanents est stable et maîtrisée sur 2019.

Effectifs non permanents : On constate une augmentation en moyenne de + 73,6 ETP par rapport à 2018. Cette variation des effectifs non permanents concerne principalement la direction de l'Education (+ 47 ETP) et la direction Petite Enfance (+ 15 ETP). Des démarches de recrutement d'agents sur postes permanents sont engagées sur la Direction de l'Education pour stabiliser les effectifs et répondre aux besoins de service public, en lien notamment avec les ouvertures d'écoles.

2-Evolution de la masse salariale

L'évolution de la masse salariale de la Mairie (+2.3 % entre 2018 et 2019) a été marquée par les éléments suivants :

- la mise en place du RIFSEEP qui représente 23 % de l'évolution de la masse salariale,
- la poursuite de la mise en œuvre du protocole parcours professionnels, carrières et rémunérations (PPCR) et les évolutions réglementaires.

Les dépenses de fonctionnement

1-Les charges à caractère général

S'élevant à 128,67 M€ pour l'année 2019, les charges à caractère général affichent une hausse modérée de 2,23 M€ (+ 1,8 %) par rapport à l'année précédente. Cette évolution se rapporte principalement au domaine de l'éducation dont la progression des charges est à mettre en lien avec l'accroissement du nombre d'enfants scolarisés dans les écoles toulousaines.

Une partie de l'augmentation des dépenses est également due à l'accueil du Tour de France et plus globalement aux révisions de prix.

2- Les autres charges de gestion courante

Les autres charges de gestion courante se portent, en 2019, à 78,43 M€ (+ 1,91 M€ par rapport à l'année précédente).

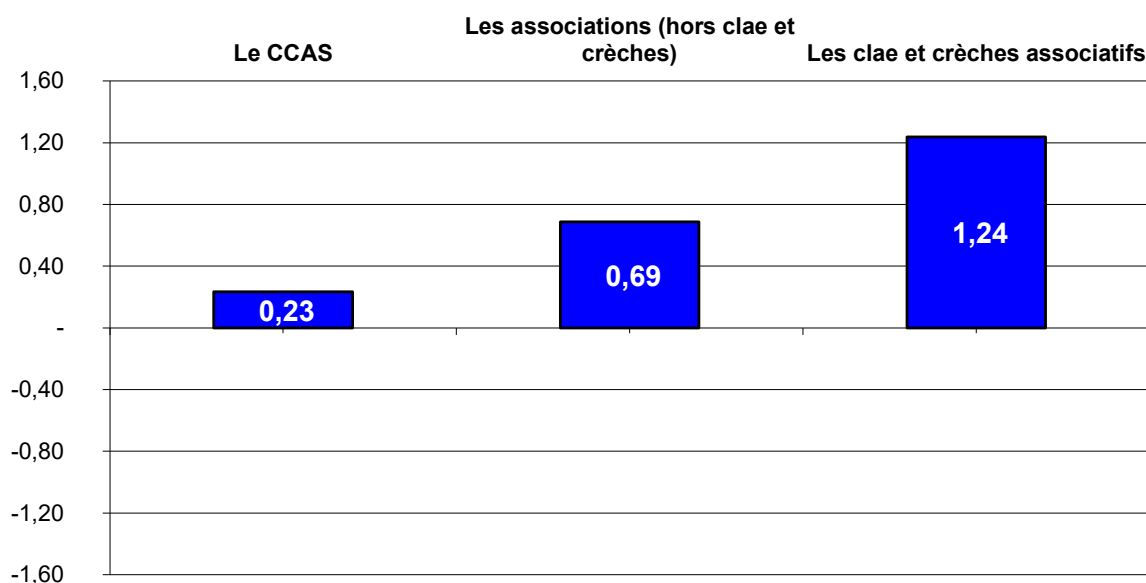
La subvention de fonctionnement versée au Centre

Communal d'Action Sociale affiche une hausse de 1,3 % (à 18,33 M€).

Les subventions versées aux associations périscolaires (CLAE) et aux crèches progressent de 7,0 % sur l'exercice compte tenu de l'augmentation des effectifs dans les écoles et du nombre de places en crèches. Elles s'élèvent à 19,04 M€ pour l'année 2019.

Le plan de réduction de dépenses de gestion, mis en œuvre en 2015, tant pour les services de la Mairie que pour ses satellites et les associations, visait, notamment, une baisse de -25 % des subventions versées. Cet objectif ayant été atteint en 2018, les subventions ont évolué de +3% en 2019 et ressortent à 23,79 M€ en fin d'exercice.

Evolution entre 2018 et 2019 (en M€)



Les dépenses de fonctionnement

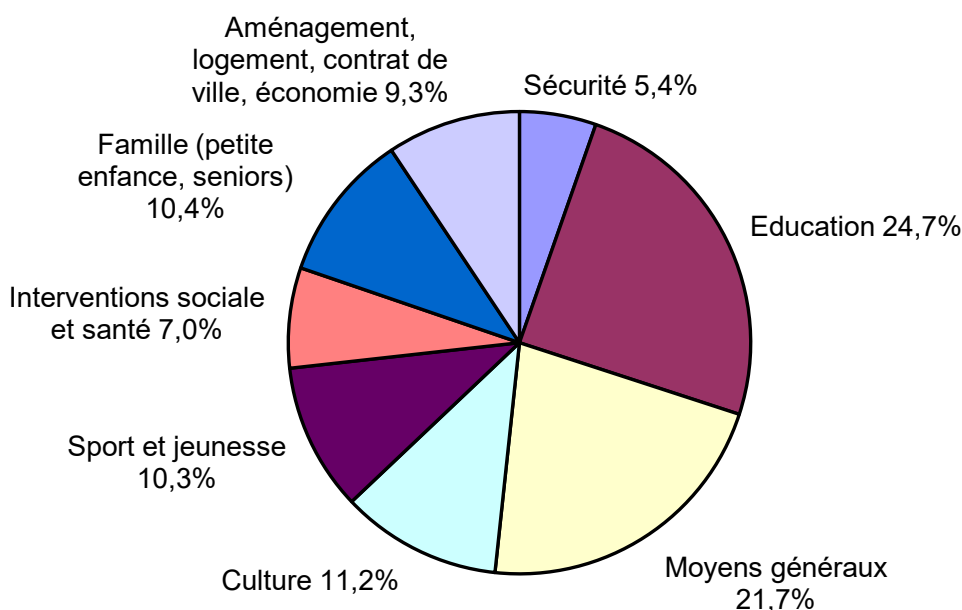
Le tableau et le graphique ci-dessous illustrent la répartition des dépenses de fonctionnement de la Mairie de Toulouse par grande politique publique pour l'année 2019.

L'éducation, avec 24,7 %, représente une part essentielle des dépenses de la Mairie.

Les montants consacrés à la sécurité et à la famille progressent sur l'exercice de respectivement de 1,53 M€ et 1,48 M€ (+ 5,5 % et + 2,7 %). Parallèlement, si les dépenses demeurent contenues pour les domaines « culture » et « sport et jeunesse », ceux-ci représentent toujours une part significative des crédits de fonctionnement de la Mairie (respectivement 11,2 % et 10,3 %).

Dépenses de fonctionnement par secteur	En M€	En € par Habitant
Sécurité	29,13	60,34
Education	133,99	277,57
Moyens généraux	117,82	244,07
Culture	61,09	126,55
Sport et jeunesse	55,99	115,99
Interventions sociale et santé	38,11	78,94
Famille (petite enfance, seniors)	56,58	117,20
Aménagement, logement, contrat de ville, économie	50,79	105,21

Répartition des dépenses de fonctionnement par secteur





Le budget principal : les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement

En 2019, les dépenses d'investissement hors dette s'élèvent à 142,5 M€. Complétées du remboursement de la dette (10,55 M€), elles atteignent 153,05 M€.

Les dépenses d'investissement se composent principalement de dépenses directes. En effet, seulement 8,5 M€ en 2018 ont été consacrés à des subventions d'équipement versées et 1,6 M€ à des participations et immobilisations financières.

Le graphique ci-dessus montre l'évolution des dépenses d'investissement hors dette au cours du mandat. La page suivante ventile les 142,5 M€ de dépenses d'investissement par grands secteurs d'activité.

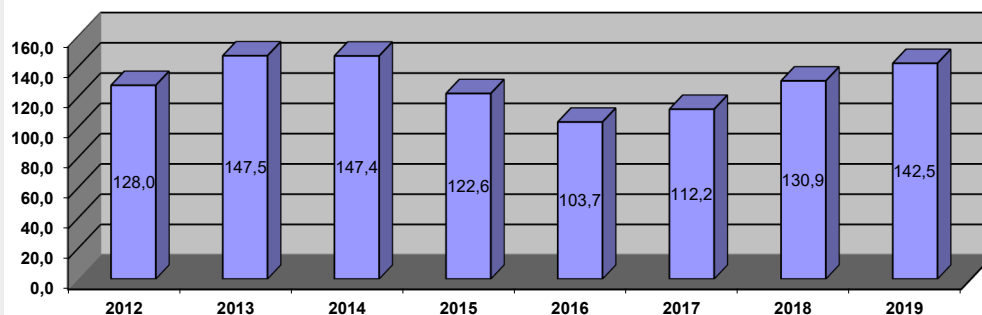
52,1 M€, soit une augmentation de 1,9 M€ par rapport à 2018, ont été consacrés à l'éducation ; conformément aux engagements pris, l'éducation est placée au premier rang des priorités, l'année 2019 porte à la fois l'achèvement de certains projets et le démarrage d'autres.

En 2019, parmi les principales opérations concernant les extensions et constructions de nouveaux groupes scolaires il est à citer : la Cartoucherie – Geneviève de Gaulle Anthonioz incluant l'équipement de petite enfance (3 M€), Malepère – Georges Mailhos (3,8 M€), Bordeblanche – Germaine Tillon (4,6 M€), Patte d'Oie (3,1 M€), Lapujade (5 M€), Falcucci (2,5 M€) et Jean Zay (3,6 M€).

En complément, les dépenses liées au programme de rénovation et d'équipement du bâti scolaire s'élèvent à 14,3 M€, auxquelles s'ajoutent le plan numérique (0,8 M€), le plan bruit (0,8 M€) et la mise en place de groupes scolaires provisoires en attente de la construction ou rénovation définitive qui ont mobilisé 2,6 M€ en 2019 ainsi que les travaux d'extension de la cuisine centrale (1 M€).

11,4 M€ ont été consacrés à la culture. Au titre des opérations emblématiques de 2019, il est à noter les travaux de rénovation de la Basilique de la Daurade (1 M€), les travaux de réhabilitation et d'aménagement de la prison Saint-Michel (1,5 M€) et les travaux au sein la Basilique Saint-Sernin (0,6 M€). Parallèlement, les acquisitions de fonds pour le réseau des bibliothèques ont mobilisé 1,2 M€.

Dépenses d'investissement hors dette (M€)



Près de 11 M€ ont été consacrés au sport et à la jeunesse. La poursuite du plan piscine (Bellevue, Toulouse Lautrec, Alban Minville) a mobilisé 2,8 M€.

Parmi les autres projets sont à citer : les travaux de rénovation de terrains synthétiques (notamment à la Ramée) pour 0,9 M€, les divers travaux de maintenance et rénovation des équipements sportifs, d'animation socioculturelle ou de loisirs (3,8 M€), ainsi que les travaux de l'accueil jeunes Renan (1 M€).

La famille, les interventions sociales et de santé ont mobilisé plus de 8,4 M€. Ce secteur regroupe un champ de thématiques assez large au titre des principales opérations on peut noter la mise en œuvre de l'agenda d'accessibilité programmée (2,8 M€), les travaux d'extension de la halte-garderie d'Arnaud Bernard et l'Espace Senior Sénéchal (1 M€).

1,2 M€ ont été consacrés à la sécurité. L'essentiel de ces crédits correspondent aux travaux de construction du stand de tir de Purpan (0,8 M€). En outre, la maintenance des caméras déployées jusqu'en 2018 génère des dépenses nouvelles.

19,9 M€ ont été dévolus à l'aménagement, au logement, à l'économie et à la politique de la Ville

Parmi les opérations relevant de ce secteur, ont marqué l'année 2019 : la campagne de ravalement de façades (0,3 M€), la poursuite de la rénovation du Marché Victor Hugo (0,9 M€), l'aboutissement du Plan Arbres (0,5 M€) et la 6^e maison de la citoyenneté (0,5 M€).

Les dépenses d'investissement

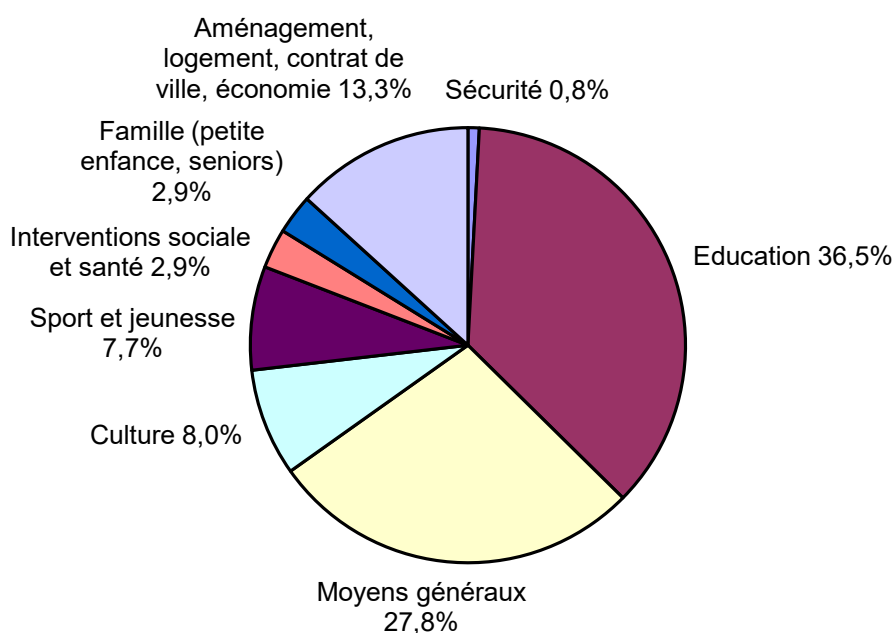
S'agissant des autres dépenses d'aménagement, en 2019, la Ville de Toulouse a réalisé des travaux de rénovation et d'embellissement des digues (1,3 M€), l'entretien et l'amélioration du parc d'éclairage public (3,2 M€), l'entretien, la création et l'embellissement des espaces verts (3,9 M€), la poursuite de l'opération des Castalides (0,7 M€) et la dépollution en cours de la zone Est de la Cartoucherie (1 M€).

Les **moyens généraux** représentent 39,6 M€. Sont regroupés sous cet item tant les dépenses liées à la rénovation et l'entretien préventif des bâtiments communaux (8,6 M€), le renouvellement et l'accroissement du parc automobile (1,1 M€), le schéma directeur des systèmes d'information (6 M€) ou encore le schéma directeur immobilier (17,1 M€ dont 14,5 M€ pour l'échange de deux bâtiments administratifs situés à Compans et Borderouge entre la société Icade et la Mairie de Toulouse).

On peut également citer 1,1 M€ au titre des enveloppes participatives de secteurs.

Dépenses d'investissement par secteur	En M€	En € par Habitant
Sécurité	1,20	2,48
Education	52,08	107,89
Moyens généraux	39,61	82,05
Culture	11,38	23,58
Sport et jeunesse	10,98	22,74
Interventions sociale et santé	4,20	8,69
Famille (petite enfance, seniors)	4,18	8,66
Aménagement, logement, contrat de ville, économie	18,90	39,15

Répartition des dépenses d'investissement par secteur





La programmation pluriannuelle des investissements 2015-2020

La programmation pluriannuelle des investissements 2015 –2020

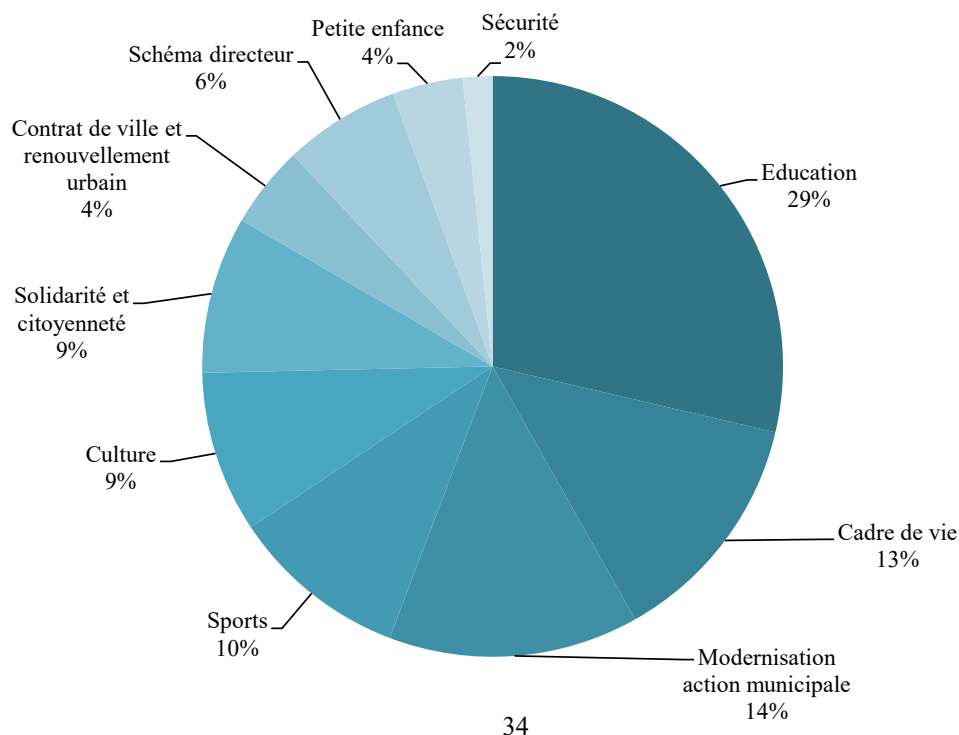
A l'issue du CA 2019, la Programmation pluriannuelle des investissements (PPI) sur le mandat ressort à 755 M€ selon la répartition par grande politique suivante :

Education	226 M€
Cadre de vie *	104 M€
Modernisation action municipale **	110 M€
Sports	78 M€
Culture	71 M€
Solidarité et citoyenneté ***	69 M€
Contrat de ville et renouvellement urbain	36 M€
Schéma directeur	51 M€
Petite enfance	31 M€
Sécurité	13 M€
TOTAL	788 M€

* « cadre de vie » regroupe les projets relatifs à l'éclairage public, aux jardins et espaces verts, aux marchés, aux déplacements et aux opérations d'aménagement

** « modernisation de l'action municipale » regroupe les projets relatifs aux fonctions supports de la collectivité tels que l'entretien et la rénovation des bâtiments, la modernisation des systèmes informatiques, l'acquisition et renouvellement des véhicules

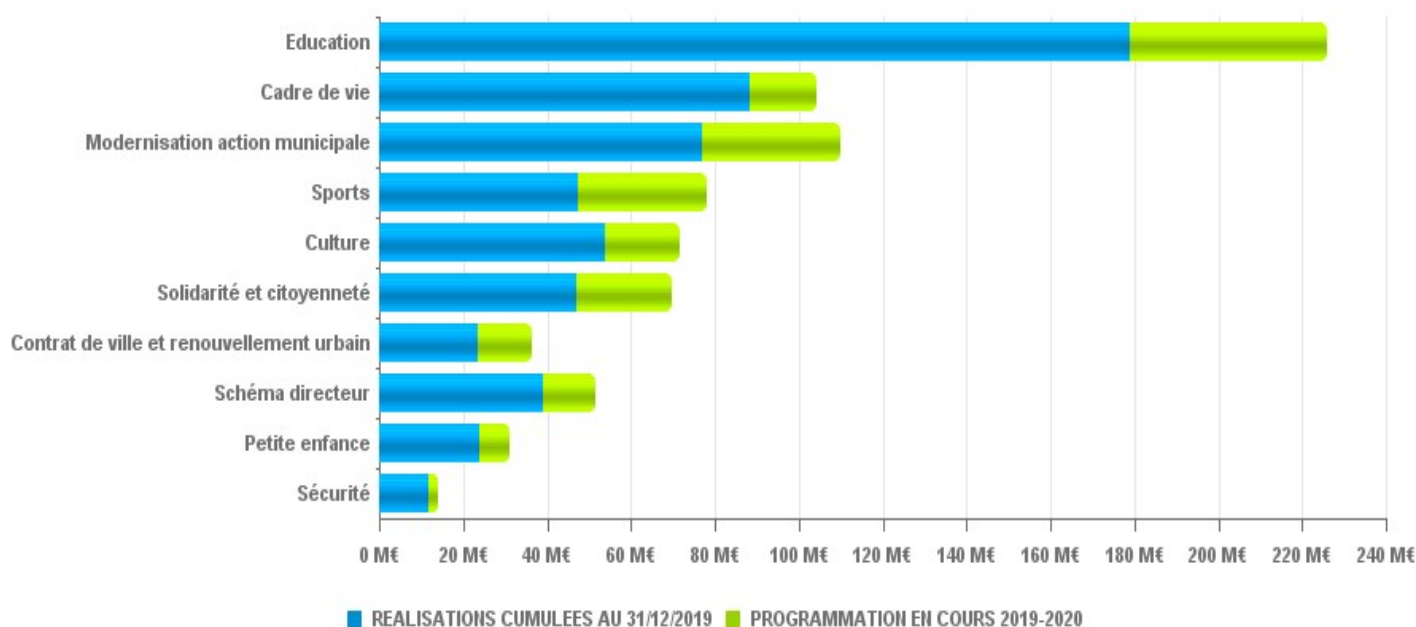
*** « solidarité et citoyenneté » regroupe les projets relatifs à la cohésion sociale, les activités pour la jeunesse, l'animation socioculturelle, ainsi que la démocratie locale



La programmation pluriannuelle des investissements 2015 –2020

Avec près de 30 % des dépenses d'investissement, la priorité donnée à l'éducation pèse dans la PPI. La plupart des projets sont lancés, tant en ce qui concerne les groupes scolaires à ouvrir durant ce mandat que le plan de rénovation de l'ensemble du bâti. Sur les 10 nouveaux groupes scolaires prévus : 6 sont ouverts et 4 sont prévus pour 2020-2021 (Benezet, Zay Elémentaire, Grand Selve et Patte d'Oie). 4 grosses extensions et réhabilitations ont été achevées (maternelles Faucher et Jules Julien, Etienne Billières, Anatole France), et 6 complémentaires le seront d'ici 2020.

Comme le montre le graphique ci-dessous présentant le degré d'avancement des projets agrégés par grands secteurs d'intervention, une partie des projets a déjà été achevée, la très grande majorité des autres a démarré.





Le budget principal : le financement de l'effort d'équipement

Le financement de l'effort d'équipement et l'endettement

en M€	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total des dépenses d'investissement hors dette	128,00	147,51	147,36	122,58	109,20	117,70	130,90	142,52
dont dépenses d'investissement hors remb. FCTVA					103,70	112,20	130,90	142,52
dont remboursement de l'avance de FCTVA					5,50	5,50	0,00	0,00
Financement des dépenses d'investissement	85,20	101,74	139,60	160,05	113,05	113,40	126,40	141,48
Epargne nette	40,98	32,67	27,97	68,21	53,44	45,40	55,70	61,67
Subventions d'investissement	13,52	10,00	19,70	20,10	18,92	11,50	9,80	6,93
Cessions et immobilisations financières	13,53	26,30	9,90	10,30	16,16	12,50	14,70	16,43
FCTVA	17,16	17,37	18,13	20,34	17,12	11,40	15,00	25,52
Autres	0,00	0,40	8,90	11,10	0,00	0,80	1,20	10,91
Emprunt nouveau	0,00	15,00	55,00	30,00	7,42	31,80	30,00	20,02
Variation du fonds de roulement	-42,80	-44,63	-6,26	37,90	3,80	-4,30	-4,50	-1,04

Afin d'assurer le financement de son programme d'investissement 2019, la Mairie de Toulouse a mobilisé :

- son épargne nette (à savoir le solde des recettes de fonctionnement déduction faite des dépenses de fonctionnement et du remboursement du capital de la dette) à hauteur de 61,67 M€

- des recettes propres d'investissement parmi lesquelles le versement au titre du FCTVA (25,52 M€) les subventions à hauteur de 6,93 M€ (dont 2,03 M€ de l'Etat, 0,62 M€ du Département, 3,63 M€ de la CAF) ainsi que les cessions (13,96 M€).
- un emprunt nouveau à hauteur de 20,02 M€.

I Evolution de l'encours

L'encours de dette 2019 en progression

L'encours de dette de la Mairie de Toulouse au 31 décembre 2019 atteint 150,9 M€ (vs 141,4 M€ au 31/12/2018), en hausse de 6,7 % par rapport à l'exercice 2018 (+ 9,5 M€).

Il a été impacté par les mouvements suivants :

- amortissement annuel du capital à hauteur de 10,5 M€,
- mobilisation d'un nouvel emprunt pour un montant de 20 M€.

Un coût moyen de la dette faible

La collectivité a continué de bénéficier de l'environnement de taux bas tant sur la partie fixe que sur la partie

variable (les taux monétaires évoluant toujours en territoire très négatif sur l'ensemble de l'exercice).

Une dette sécurisée

L'encours de dette de la collectivité est composé à 100 % de contrats classés A1, niveau le plus sûr de la charte Gissler.

Caractéristiques de la dette au	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2018	31/12/2019
Encours de la dette*	93 807 345,00	94 633 754,00	119 482 077,55	141 443 611,48	150 981 280,25
Taux moyen	2,15%	1,62%	1,43%	1,40%	1,33%
Durée de vie moyenne	7 ans et 7 mois	6 ans et 10 mois	9 ans et 29 jours	8 ans et 91 jours	7 ans et 158 jours

* hors dépôts et cautionnements

Le financement de l'effort d'équipement et l'endettement

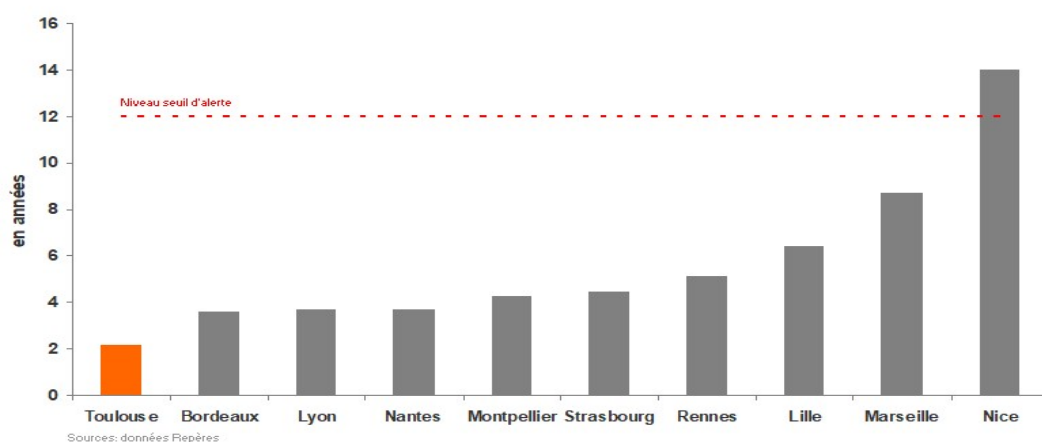
II Capacité de désendettement

En 2019, la capacité de désendettement de la Mairie de Toulouse s'est améliorée se situant autour de 2,09 années. Un niveau largement en deçà du seuil d'alerte de 12 ans et du seuil d'insolvabilité de 15 ans.

En outre en comparaison avec les niveaux des principales communes de plus de 200 000 habitants (hors Paris), le niveau affiché figure parmi les plus bas.

En 2018, la Mairie de Toulouse affichait une capacité de désendettement en stabilisation par rapport à 2017 (l'augmentation de l'épargne brute a compensé en proportion l'augmentation de l'encours), autour d'un niveau relativement bas de 2,14 années.

Capacité de désendettement par commune en 2018



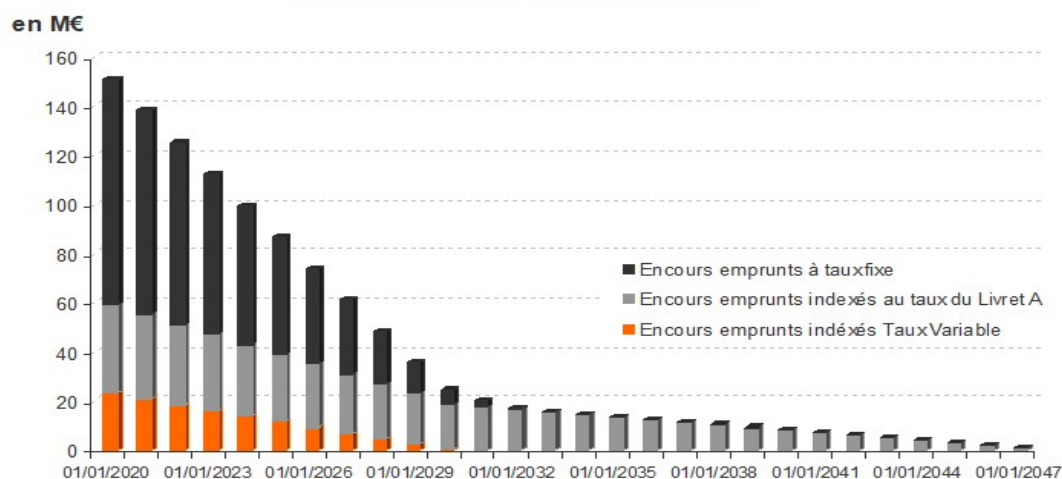
III Extinction de la dette

En termes de gestion active, une politique de cristallisation à taux fixe a été conduite au cours du premier semestre, pour un emprunt de 20 M€, pendant sa phase de mobilisation.

La mobilisation de ce contrat, d'un montant de 20 M€ à taux fixe, a eu pour effet d'augmenter la proportion de ce type de taux dans l'encours total.

La structure de la dette en 2019 était relativement bien équilibrée dans le contexte actuel des taux, majoritairement à taux fixe (61 % de l'encours contre 39 % à taux variable).

Extinction de l'encours de dette



Les annexes

Balance du budget principal

Ville de Toulouse - Budget principal VT - CA - 2019

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	128 673 394,39		128 673 394,39
012	Charges de personnel, frais assimilés	327 067 590,41		327 067 590,41
014	Atténuations de produits	3 462 439,00		3 462 439,00
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	78 428 807,44		78 428 807,44
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	400 760,64		400 760,64
66	Charges financières	1 898 429,85	0,00	1 898 429,85
67	Charges exceptionnelles	1 585 994,48	14 018 371,83	15 604 366,31
68	Dot. aux amortissements et provisions	3 880 780,44	29 883 620,46	33 764 400,90
71	Production stockée (ou déstockage) (3)		0,00	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	545 398 196,65	43 901 992,29	589 300 188,94
	Pour information			0,00
	D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	218 245,44	2 230,00	220 475,44
15	Provisions pour risques et charges (5)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	23 545 696,42	0,00	23 545 696,42
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations (5)		784 062,83	784 062,83
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	5 046 309,48	0,00	5 046 309,48
204	Subventions d'équipement versées	8 494 271,07	0,00	8 494 271,07
21	Immobilisations corporelles (6)	88 461 885,67	2 499 647,49	90 961 533,16
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	38 663 141,85	0,00	38 663 141,85
26	Participations et créances rattachées	507 900,00	0,00	507 900,00
27	Autres immobilisations financières	1 128 939,47	0,00	1 128 939,47
28	Amortissement des immobilisations (reprises)		0,00	0,00
29	Prov. pour dépréciat* immobilisations (5)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat* des stocks et en-cours (5)		0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (5)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (5)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	166 066 389,40	3 285 940,32	169 352 329,72
	Pour information			38 132 374,88
	D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Balance du budget principal

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	275 649,74		275 649,74
60	Achats et variation des stocks (3)		0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	50 065 759,29		50 065 759,29
71	Production stockée (ou déstockage)		0,00	0,00
72	Production immobilisée		2 499 647,49	2 499 647,49
73	Impôts et taxes	423 311 062,04		423 311 062,04
74	Dotations et participations	121 902 718,54		121 902 718,54
75	Autres produits de gestion courante	8 466 030,80	0,00	8 466 030,80
76	Produits financiers	140 712,55	0,00	140 712,55
77	Produits exceptionnels	25 373 818,58	786 292,83	26 160 111,41
78	Reprise sur amortissements et provisions	2 037 384,05	0,00	2 037 384,05
79	Transferts de charges		0,00	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		631 573 135,59	3 285 940,32	634 859 075,91
Pour information				55 875 527,17
R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	36 233 770,05	0,00	36 233 770,05
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	38 132 374,88		38 132 374,88
13	Subventions d'investissement	6 927 564,55	0,00	6 927 564,55
15	Provisions pour risques et charges (4)		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	33 022 732,78	0,00	33 022 732,78
18	Compte de liaison : affectat* (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		6 783 951,06	6 783 951,06
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	57 810,83	7 234 420,77	7 292 231,60
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	135 851,63	0,00	135 851,63
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 474 003,41	0,00	2 474 003,41
28	Amortissement des immobilisations		29 883 620,46	29 883 620,46
29	Prov. pour dépréciat* immobilisations (4)		0,00	0,00
39	Prov. dépréciat* des stocks et en-cours (4)		0,00	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		0,00	0,00
49	Prov. dépréc. comptes de tiers (4)		0,00	0,00
59	Prov. dépréc. comptes financiers (4)		0,00	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		116 984 108,13	43 901 992,29	160 886 100,42
Pour information				0,00
R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

Direction des finances

Direction générale des finances et de
l'administration générale